



## PRÉFÈTE DE LA RÉGION NORMANDIE

DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,  
DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT  
DE NORMANDIE

SERVICE ÉNERGIE, CLIMAT, LOGEMENT  
ET AMÉNAGEMENT DURABLE

Pôle Évaluation Environnementale

Affaire suivie par le pôle évaluation environnementale  
Mail : [pee.scclad.dreal-normandie@developpement-durable.gouv.fr](mailto:pee.scclad.dreal-normandie@developpement-durable.gouv.fr)

### Arrêté

**Portant décision quant à la réalisation d'une évaluation environnementale,  
prise en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, après examen au  
cas par cas du projet de : « Création d'un forage pour alimenter une station de lavage  
sur la commune de Barentin » en Seine-Maritime**

**La préfète de la région Normandie, préfète de la Seine-Maritime  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du mérite**

- Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2, R.122-3 et R.122-6 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 16 février 2017 portant nomination de Madame Fabienne BUCCIO en qualité de préfète de la région Normandie, préfète de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, de la Ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité en date du 15 septembre 2016 nommant Monsieur Bernard MEYZIE, directeur régional adjoint de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie ;
- Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°SGAR/17.045 du 15 mars 2017 portant délégation de signature à Monsieur Patrick BERG, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie ;
- Vu la décision du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Normandie n°2018-35 du 2 mars 2018 portant subdélégation de signature en matière d'activités autres que les transports routiers ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas n°2018-002715 relative au projet de création d'un forage pour alimenter une station de lavage sur la commune de Barentin, reçue complète le 25 juillet 2018 ;

Vu la consultation de l'agence régionale de santé en date du 01 août 2018, réputée sans observation ;

Vu la consultation de la direction départementale des territoires et de la mer de Seine-Maritime en date du 01 août 2018, réputée sans observation ;

**Considérant** la nature du projet qui consiste en la création d'un forage d'une profondeur estimée entre 80 et 100 mètres afin d'utiliser l'eau prélevée pour alimenter une station de lavage automobile au 196 rue du 19 mars 1962 sur la commune de Barentin ; que ce projet devrait permettre un prélèvement annuel moyen des eaux souterraines à hauteur de 5 000 m<sup>3</sup> en lieu et place du réseau public ;

**Considérant** que le projet relève de la rubrique n°27-a) du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement, concernant *les « forages en profondeur, notamment [...] les forages pour l'approvisionnement en eau »* qui soumet à un examen au cas par cas les *« forages pour l'approvisionnement en eau d'une profondeur supérieure ou égale à 50 m »* ;

**Considérant** que le projet consiste à pomper l'eau dans la nappe des calcaires turoniens ;

**Considérant** que le projet consiste en une foration d'un puits d'une profondeur estimée entre 80 et 100 mètres et en la mise en place de tubages de qualité alimentaire d'un diamètre de 125 mm visant à sécuriser l'ouvrage et permettre le prélèvement d'eau par pompage électrique ; une occultation par cuvelage avec cimentation des premiers mètres de l'espace annulaire entre le terrain et le tubage ainsi qu'une dalle de béton cadencée seront réalisées sur l'ouvrage pour le sécuriser et l'étanchéifier ;

**Considérant** la localisation du projet :

- dans une zone commerciale, à plus de 50 mètres de toute habitation et qu'il respecte les distances réglementaires de l'arrêté du ministère de l'écologie et du développement durable du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage et création de puits ou d'ouvrage souterrain ;
- à environ 6 km au nord de la zone spéciale de conservation « Boucles de la Seine aval » référencée FR2300123 et de la zone de protection spéciale « Estuaire de la basse Seine » référencée FR2310044, tous deux sites natura 2000, ;
- à 400 mètres de la zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique (Znieff) de type II, « La vallée de l'Austreberthe » référencée FR230031028 et à 1,7 km de la Znieff de type I « La côte de Candos » référencée FR230030701 ;
- en dehors de tout site inscrit ou classé, de tout périmètre de protection de captage d'eau potable, de tout périmètre lié aux risques naturels ou technologiques, ou de tout réservoir ou corridor écologique identifiés au schéma régional de cohérence écologique de Haute-Normandie ;
- en dehors d'une zone humide avérée ;
- en dehors d'une zone de répartition des eaux ;

et que la nature du projet n'est pas susceptible d'affecter ces milieux ;

**Considérant** que le risque de pollution de la nappe lors de l'exploitation est pris en compte par la réalisation d'une cimentation de l'espace annulaire entre le terrain et le tubage ainsi que par la création d'une dalle de béton scellée en aplomb du forage ;

**Considérant** que le pétitionnaire s'engage à reboucher le forage selon les normes en vigueur en cas d'absence de rentabilité du projet ;

**Considérant** que le réseau privé créé ne sera pas mis en relation avec le réseau de distribution publique ;

**Considérant** ainsi qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis et des considérations mises en avant par le pétitionnaire pour la réalisation de son projet, celui-ci n'apparaît pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et la santé humaine ;

## **D é c i d e**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

Le projet de création d'un forage pour alimenter une station de lavage sur la commune de Barentin, **n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

### **Article 2 :**

La présente décision, délivrée en application de l'article R122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives et procédures auxquelles le projet peut être soumis.

### **Article 3 :**

La présente décision sera publiée sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie : <http://www.normandie.developpement-durable.gouv.fr>.

Fait à Rouen, le        **2 3 AOUT 2018**

La préfète  
Pour la préfète et par subdélégation,

Le Directeur adjoint  
**Bernard MEYZIE**  
Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
de Normandie

### **Voies et délais de recours :**

*Les recours gracieux, hiérarchique ou contentieux sont formés dans les conditions du droit commun. Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, un recours administratif préalable est obligatoire. Il peut être gracieux ou hiérarchique et doit être formé dans un délai de deux mois suivant la mise en ligne de la présente décision. Un tel recours suspend le délai du recours contentieux.*

*Le recours gracieux doit être adressé à :*

*Madame la préfète de la région Normandie  
Secrétariat général pour les affaires régionales  
7 place de la Madeleine  
CS16036  
76 036 ROUEN CEDEX*

*Le recours hiérarchique doit être adressé à :*

*Monsieur le ministre de la Transition écologique et solidaire  
Ministère de la Transition écologique et solidaire  
Hôtel de Roquetaire  
246 boulevard Saint-Germain  
75 007 PARIS*

*Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique. Il doit être adressé au :*

*Tribunal administratif de Rouen  
53 avenue Gustave Flaubert  
76 000 ROUEN*

